

20 septembre 2012

La nouvelle diplomatie égyptienne ; premières impressions près de trois mois après l'élection de M. Morsi.

Par Michel Roche, consultant indépendant

Le changement de pouvoir en Egypte avec l'élection de M. Morsi à la tête du pays le 24 juin dernier, se traduit par un retour de l'Egypte sur la scène internationale. Après les années d'immobilisme de l'ère Moubarak, l'Egypte s'exprime à nouveau avec une évidente autorité ; dans le contexte de l'après « printemps arabes » ce changement constitue une évolution importante. Quelques mois ont suffi pour apporter un souffle nouveau, et la traditionnelle coupure du Ramadan ne semble même pas avoir ralenti le mouvement.

Alors qu'on pouvait craindre que l'institution militaire égyptienne ne constitue un important facteur de blocage au sommet du pouvoir, on constate qu'il n'y a pas de dyarchie; c'est bien le président qui est aux commandes. Rapidement après son élection M. Morsi a su se donner les moyens d'agir et précisé les règles du jeu à l'égard de ses partenaires militaires : dans un premier temps, il a fait annuler la déclaration du Conseil Suprême des Forces armées qui limitait les pouvoirs du président : il n'est donc plus placé sous le contrôle de l'autorité militaire. Puis, profitant des incidents du début août dans le Sinaï, il a procédé à des changements importants à la tête de l'institution, y compris dans les renseignements.

Au cours de l'été le président égyptien a réussi à imposer la voix de l'Egypte dans trois dossiers essentiels au plan international.

Il s'agit d'abord du Sinaï, où les incidents du 5 août ont poussé le pouvoir à agir très rapidement. Les faits sont connus mais ils méritent d'être rappelés : à la suite de l'attaque par des djihadistes d'un poste frontière entre l'Egypte et Israël, faisant 16 morts du côté égyptien, M. Morsi a pris la décision de lancer une opération d'envergure, avec des chars lourds et des avions ; le président s'est également rendu en personne au Sinaï montrant ainsi qu'il était personnellement aux commandes. Une douzaine de combattants djihadistes auraient été neutralisés ; la phase proprement militaire semble avoir été rapidement terminée et le matériel lourd aurait été retiré.

Dans cette affaire, la dimension israélo-égyptienne est déterminante : les djihadistes qui ont attaqué le poste-frontière égyptien avaient pour objectif de pénétrer en Israël ; par ailleurs, les moyens mis en œuvre par l'Egypte ont de toute évidence outrepassé les limitations strictes imposées par l'accord de Camp David (1979) ; l'intervention a en effet eu lieu dans la zone démilitarisée. Toutefois, la gestion de la crise montre qu'il ne s'agit pas d'une remise en question formelle de l'accord, comme pourraient le souhaiter les Frères musulmans et probablement M. Morsi lui-même dans son for intérieur. L'insistance du président égyptien à expliquer que l'Egypte a agi dans le cadre du traité et la discrétion des réactions des autorités israéliennes qui se sont bornées à demander le retrait des chars égyptiens, sont autant de signaux qu'Israël peut accepter que Le Caire prenne certaines libertés avec la lettre du traité, à la condition qu'il ne soit pas réouvert. Alors que le Sinaï avait été totalement négligé du temps de Moubarak avec pour conséquence le développement d'une situation d'insécurité, le Caire est en train de reprendre les choses en main. L'intervention égyptienne répond aussi à une demande des Israéliens ; ceux-ci auraient en effet menacé il y a plusieurs semaines auparavant, d'intervenir au cas où l'Egypte ne rétablirait pas la sécurité.

Le second dossier est celui de l'Iran que l'Egypte souhaite voir sortir de l'isolement où l'ont placé les sanctions. Le sommet des non-alignés réuni à Téhéran au mois d'août, a été l'occasion pour l'Egypte d'exprimer une conditionnalité précise pour cela: l'Iran a vocation à devenir un partenaire de plein droit dans la construction du nouveau Proche-Orient, mais il doit en retour adopter une approche constructive dans la crise syrienne et, en premier lieu, cesser tout soutien à Bashar el Assad. M.

Morsi a été très ferme sur ce point ; dans le cadre de conversations bilatérales il aurait aussi évoqué la réouverture des Ambassades fermées depuis 1979, ainsi que la possibilité d'acheter du pétrole iranien. Pour le moment l'Iran n'a pas répondu aux avances de l'Égypte. Le jeu qui semble désormais se dessiner est semé d'obstacles mais M. Morsi dispose également d'atouts vis-à-vis des pays du Golfe dont la compréhension serait indispensable: viscéralement hostiles au régime des mollahs, ceux-ci auraient en effet tout à craindre des répercussions d'éventuelles frappes israéliennes d'autant qu'une évolution de Téhéran sur la Syrie irait dans le sens de leurs intérêts. Membre actif de la famille arabe, l'Égypte peut trouver auprès de ces pays une crédibilité plus forte que celle de la Turquie. Le jeu concerne aussi l'Amérique, mais jusqu'à présent force est de constater que l'ouverture de M. Morsi vis-à-vis de Téhéran n'a pas suscité de réactions critiques à Washington.

Troisième dossier : celui de la crise en Syrie. Depuis plusieurs mois Le Caire s'est prononcé pour un départ de M. Assad et M. Morsi vient de le redire aux ministres des affaires étrangères arabes réunis au Caire au début du mois de septembre. Mais l'Égypte ne se limite pas à faire entendre sa voix au sein de la Ligue Arabe et, comme le président égyptien l'avait annoncé lors du sommet des Non-Alignés réuni à Téhéran le mois dernier, le groupe de contact quadripartite sur la Syrie, comprenant l'Égypte, la Turquie, l'Arabie Saoudite et l'Iran, vient de tenir sa première réunion au Caire en présence du ministre iranien des affaires étrangères. L'annonce de la création de ce groupe avait été accueillie avec scepticisme par les Occidentaux ; mais il n'est pas exclu que l'initiative mérite plus que de la condescendance et la proposition iranienne d'envoyer des observateurs de l'Organisation de la Conférence Islamique est désormais sur la table. La présence au Caire au même moment de l'envoyé spécial des Nations Unies l'ambassadeur Lakhdar Brahimi semble en tout cas indiquer une certaine coordination entre dans les initiatives. Un dernier point : le Qatar ne fait pas partie du groupe de contact et l'Émirat paie probablement le prix d'un engagement trop clair dans le dossier syrien. Un tel geste alors que l'Égypte a un très fort besoin de financement, n'en a que plus de signification.

L'Égypte retrouve ainsi une certaine place dans le monde arabe et la grande qualité de sa diplomatie pourrait l'aider dans sa volonté de faire bouger les lignes. Mais elle doit aussi tenir compte de certaines données de la situation géopolitiques dans la région.

La relation avec Washington reste essentielle. Le Caire ne peut se passer de l'aide américaine et pour les Américains l'Égypte conserve un intérêt stratégique. Les réactions violentes qui secouent la région depuis la diffusion du film hostile à l'Islam ont certes fortement choqué aux Etats-Unis et l'attitude assez molle de M. Morsi a déçu ; en revanche, les éléments fondamentaux de la relation entre les deux pays n'ont pas été modifiés. Au plus fort de la crise M. Obama a pu déclarer qu'il ne considérerait pas l'Égypte comme un pays ami, il n'en reste pas moins que la décision sur l'aide américaine n'a pas été reportée, comme la possibilité en avait été évoquée ; de même la coopération sécuritaire dans le Sinaï mise en place après l'attaque du poste frontière ne semble pas remise en question. Depuis son élection M. Morsi avait pris soin d'établir une relation avec la Maison Blanche ; sera-t-il reçu par le Président Obama en marge de la réunion du Conseil de Sécurité des Nations Unies comme cela avait été annoncé, alors que M. Nethanyahou ne le serait pas ? La question n'est plus évoquée du moins en public. S'agissant de l'Iran, les complexités du dossier pourraient aussi avoir ramené M. Morsi à certaines réalités, et ceci ne peut en retour qu'être apprécié à Washington. Il y a quelques semaines en effet, on annonçait le prochain passage par le canal de Suez d'un navire de guerre iranien à destination de la Syrie ; l'hypothèse était d'autant plus plausible que deux navires de guerre iraniens avaient déjà franchi le canal au cours de l'hiver. Or ce passage ne semble plus d'actualité. Alors que la presse se fait l'écho de rapports sur le survol de l'Irak par des avions iraniens se rendant en Syrie, le Caire reste malgré tout un partenaire plus fiable.

L'autre dossier délicat est celui des relations avec Israël. M. Morsi a pour le moment fait preuve d'habileté et de discernement ; la tendance n'est pas à l'affrontement et la gestion de la crise au Sinaï a montré que la coopération reste à l'ordre du jour. La fermeture des tunnels à Gaza est tout autant dans l'intérêt de l'Égypte que de celui d'Israël. Mais le président égyptien doit aussi tenir compte d'une opinion publique qui nourrit un ressentiment profond à l'égard de l'état Hébreu. C'est ainsi

qu'au grand scandale des israéliens il évite de prononcer le nom d'Israël dans ses interventions publiques et il a dû démentir avoir répondu à la lettre de félicitations que lui avait envoyé le président Pérès pour son élection.

Selon la formule habituelle tout peut arriver dans un Proche Orient et les causes de tensions se multiplient chaque jour, au risque de tout bousculer. Mais il semble bien que dans les toutes prochaines échéances internationales l'Égypte doive compter comme un acteur de premier plan.